



## Assemblée générale

Distr.: Générale  
14 décembre 2007  
Français  
Original: Anglais

---

### Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Reprise de la quarantième session

#### Compte rendu analytique de la 860<sup>e</sup> séance

Tenue au Centre international de Vienne, le mercredi 12 décembre 2007, à 14 heures

*Présidente:* M<sup>me</sup> Sabo (Vice-Présidente) (Canada)

#### Sommaire

Adoption d'un projet de Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties  
et travaux futurs possibles (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu.

Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date de distribution du présent document*, au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771, Centre international de Vienne.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

V.08-51565 (F)



*La séance est ouverte à 14 h 5.*

**Adoption d'un projet de guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties et travaux futurs possibles** (A/CN.9/617, A/CN.9/620, A/CN.9/631 et Add. 1 à 11; A/CN.9/637 et Add.1 à 8; A/CN.9/XL/CRP.10 et A/CN.9/XL/CRP.11 et Add.1) (suite)

*Recommandations (A/CN.9/637 et A/CN.9/XL/CRP.10) (suite)*

*Proposition de modification de la recommandation 5 (suite)*

1. **La Présidente** invite la Commission à poursuivre son examen des modifications à apporter aux recommandations proposées par la délégation des États-Unis dans le document A/CN.9/XL/CRP.10.

2. **M. Bazinas** (Secrétariat) demande s'il suffirait d'indiquer dans le commentaire que la recommandation 5 devrait être interprétée comme excluant les biens meubles corporels qui sont devenus attachés à des biens immeubles et sont traités comme des biens immeubles. Cette clarification ne serait pas nécessaire dans un système juridique prévoyant que de tels biens attachés demeurent des biens meubles corporels dans la mesure où ils peuvent être facilement séparés des biens immeubles.

3. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il se féliciterait d'un tel ajout au commentaire, mais que cela ne réglerait pas toutes les questions soulevées. Par exemple, certaines recommandations traitent des voies de droit après défaillance dont dispose le titulaire d'une sûreté réelle mobilière grevant un bien qui est devenu attaché à un bien immeuble. Il est évident que de telles dispositions ont une incidence sur les personnes ayant un droit sur le bien immeuble.

4. **M. Macdonald** (Canada) se dit favorable à la proposition de modification, car certaines recommandations pourraient affecter indirectement des droits sur des biens immeubles. Il propose de rechercher toutes les occurrences du mot "immeuble" dans le projet de guide et d'établir une liste des recommandations concernées.

5. **La Présidente** considère que la Commission souhaite modifier la recommandation de sorte que la

première phrase indique simplement que la loi ne s'applique pas aux biens immeubles et que la deuxième énumère les recommandations susceptibles d'affecter les droits sur des biens immeubles.

6. *Il en est ainsi décidé.*

*Propositions de modification de la recommandation 40*

7. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que les modifications proposées ont pour objet d'aligner la structure de la recommandation 40 sur celle de la recommandation 45 qui traite de circonstances analogues. Dans l'un et l'autre cas, une sûreté réelle mobilière est opposable pour une période déterminée et le demeure par la suite si une certaine condition est remplie. Par ailleurs, dans la nouvelle version proposée, les mots "la loi devrait prévoir que" ont été ajoutés au début de la recommandation et la conjonction "ou" figurant avant les mots "ne prend pas la forme" a été remplacée par la conjonction "et", dans un souci de logique.

8. **M. Deschamps** (Canada) soutient les modifications proposées.

9. *Les modifications proposées pour la recommandation 40 sont adoptées.*

*Propositions de modification de la recommandation 54 h)*

10. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) note que la disposition énonçant la teneur exigée d'un avis dans le registre (recommandation 57 a)) fait référence à "l'élément identifiant" le constituant et non au "nom" de celui-ci. C'est pourquoi il propose de remplacer le mot "nom" par les mots "élément identifiant" dans la recommandation 54 h). Deuxièmement, il propose de remplacer les mots "ou de quelque autre élément fiable permettant d'identifier celui-ci" par "et de toute autre information identifiante fiable spécifiée dans la loi". Dans de nombreux pays, des millions de personnes ont les mêmes nom et prénom et, dans ces cas, il serait raisonnable d'utiliser le nom comme élément identifiant de base, mais d'y ajouter, par exemple, un numéro de carte d'identité ou de sécurité sociale.

11. **M<sup>me</sup> McCreath** (Royaume-Uni) propose de remplacer les mots "information identifiante fiable spécifiée dans la loi" par une formule du type: "information identifiante fiable et reconnue par la loi".

12. **M. Deschamps** (Canada) soutient la proposition du représentant des États-Unis. Il propose toutefois d'insérer les mots "pouvant être" après les mots "information identifiante fiable" pour bien montrer qu'il n'est pas obligatoire de fournir ces informations.

13. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que les mots "spécifiée dans la loi" ont été ajoutés car il ne peut être laissé à la personne qui inscrit un avis le soin de déterminer quels autres types d'éléments identifiants sont acceptables. Le registre devrait établir une règle régissant de tels éléments identifiants secondaires, dans les cas où, par exemple, le nom et le prénom sont jugés insuffisants. Cette démarche n'est pas obligatoire pour un pays mais, là où le registre a établi une telle règle, les deux types d'éléments identifiants devraient être indexés et pouvoir être retrouvés. M. Sigman comprend l'objet de la proposition du représentant canadien, mais estime que l'inclusion du mot "toute" avant les mots "information identifiante fiable" suffit à cet égard.

14. **M. Umarji** (Inde) dit que l'emploi de la conjonction "et" plutôt que "ou" pour introduire les autres informations identifiantes induit en erreur car on a l'impression qu'à la fois l'élément identifiant et les autres informations identifiantes doivent être vérifiées en toutes circonstances.

15. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que, dans ce cas, l'emploi de la conjonction "ou" est acceptable.

16. **M. Bazinas** (Secrétariat) attire l'attention sur la recommandation 57 a), selon laquelle l'élément identifiant le constituant, conformément aux règles énoncées dans les recommandations 58 à 60, doit figurer dans l'avis; sur la recommandation 58, où il est question d'identifier correctement le constituant; et sur la recommandation 59 qui dispose que, lorsque le constituant est une personne physique, l'élément permettant de l'identifier pour que l'inscription produise effet est son nom et que, lorsque cela est nécessaire, des informations supplémentaires, comme la date de naissance ou le numéro de carte d'identité, devraient être exigées pour identifier le constituant de manière unique. Le concept d'"élément identifiant" engloberait donc déjà le nom et les informations supplémentaires. M. Bazinas demande aussi au représentant des États-Unis si la loi visée par l'expression "spécifiée dans la loi" est celle relative

aux opérations garanties ou celle d'une autre branche du droit.

17. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) propose que l'on assure la cohérence entre le libellé des recommandations 54 h) et 57 à 59.

18. **La Présidente** propose de prier le Secrétariat de revoir le libellé des recommandations mentionnées par le représentant des États-Unis pour s'assurer que les mots "élément identifiant" ont été employés de manière cohérente.

19. *Il en est ainsi décidé.*

#### *Propositions de modification de la recommandation 61*

20. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que la première phrase de la recommandation 61 fait référence à un changement de l'élément utilisé dans l'avis pour identifier le constituant, alors que c'est l'élément identifiant le constituant en tant que tel qui change. Sa délégation propose donc de modifier la première phrase qui serait libellée comme suit:

"La loi devrait prévoir que si, après enregistrement d'un avis, l'élément identifiant le constituant change et, de ce fait, l'élément utilisé dans l'avis pour l'identifier n'est plus conforme aux règles ...".

21. **M. Deschamps** (Canada) soutient cette proposition.

22. *La première modification proposée pour la recommandation 61 est adoptée.*

23. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) propose d'insérer les mots "après le changement de l'élément identifiant le constituant, mais" avant les mots "avant l'enregistrement de la modification" dans les alinéas a) et b) de la recommandation 61. Il estime que cet ajout est conforme aux discussions de principe tenues la veille sur la nécessité de protéger les parties de bonne foi qui se fient aux fichiers du registre. À défaut d'un tel ajout, une personne qui achète un bien grevé à un constituant, et l'acquiert grevé d'une sûreté réelle mobilière à un moment où l'élément identifiant initialement le constituant est valable, pourra soudain acquérir le bien libre de la sûreté, si le constituant modifie l'élément l'identifiant, même si elle n'avait pas été induite en erreur par l'élément identifiant le constituant dans les fichiers publics. Cependant, si la Commission estime que cette proposition constitue une

modification de fond, sa délégation est disposée à la retirer.

24. **M<sup>me</sup> Walsh** (Canada) dit que, selon sa délégation, il ne s'agit pas d'une modification de fond, mais d'une clarification. Sa délégation soutient donc la proposition.

25. **M<sup>me</sup> Stanivuković** (Serbie) se dit également favorable à cette proposition.

26. *La seconde modification proposée pour la recommandation 61 est adoptée.*

*Proposition de modification de la recommandation 64*

27. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation propose de répéter les mots "avant ou après" avant les mots "la conclusion de la convention constitutive de sûreté" afin de supprimer toute ambiguïté. La version révisée serait donc libellée comme suit: "La loi devrait prévoir qu'un avis relatif à une sûreté réelle mobilière peut être inscrit avant ou après la constitution de la sûreté et avant ou après la conclusion de la convention constitutive de sûreté."

28. **M. Deschamps** (Canada) soutient cette proposition.

29. **M. Ginting** (Observateur de l'Indonésie) demande comment une sûreté réelle mobilière pourrait être inscrite avant la conclusion de la convention puisque la constitution de la sûreté repose sur la convention. Il propose donc de supprimer les mots "avant ou" de l'expression "avant ou après la conclusion de la convention constitutive de sûreté".

30. **M. Bazinas** (Secrétariat) dit que la Commission a examiné des cas où le prêteur, à l'issue de négociations avec l'emprunteur, enregistre un avis avant la conclusion de la convention constitutive de sûreté. Cet avis ne porte pas création de la sûreté, mais la convention, une fois conclue, est antidatée au moment de l'inscription de l'avis. Si aucune convention n'est conclue, l'avis inscrit est sans effet et le constituant peut prendre des mesures pour veiller à ce qu'il soit immédiatement supprimé du registre.

31. **La Présidente** dit qu'en l'absence d'objection, elle considérera que la Commission souhaite adopter la proposition de modification de la recommandation 64.

32. *La modification proposée pour la recommandation 64 est adoptée.*

*Proposition de modification de la recommandation 66*

33. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) propose de remplacer, dans la version anglaise, le mot "time" par "duration" (durée) dans le membre ci-après de la troisième phrase: "si la loi spécifie la durée d'effet de l'inscription".

34. **M. Deschamps** (Canada) soutient cette proposition.

35. *La modification proposée pour la recommandation 66 est adoptée.*

*Insertion d'une nouvelle recommandation après la recommandation 76*

36. **M. Smith** (États-Unis d'Amérique) dit qu'à l'issue de consultations informelles, sa délégation a décidé de retirer la proposition figurant dans le document A/CN.9/XL/CRP.10 tendant à insérer une nouvelle recommandation après la recommandation 76. Cependant, il propose maintenant de traiter la question dans le commentaire.

37. La Commission a examiné la situation où un constituant octroie à un créancier garanti une sûreté réelle mobilière opposable, mais vend par la suite le bien grevé à un acheteur qui l'acquiert grevé de la sûreté. Si cet acheteur a lui aussi un créancier garanti qui a rendu sa sûreté opposable à l'égard de l'acheteur, il y aura un conflit de priorité concernant le bien grevé entre ce créancier garanti et celui du constituant. La règle de priorité prévue par le projet de guide dans la recommandation 73 vise à résoudre de tels conflits, mais, dans les cas où les deux créanciers garantis ont enregistré un avis, elle tranche le conflit en faveur de celui qui l'aura fait en premier. Ce résultat n'a aucun sens dans une situation où le premier à inscrire son avis peut être aussi bien le créancier garanti de l'acheteur que celui du constituant. La proposition de nouvelle recommandation, que la délégation des États-Unis retire, visait à trancher le conflit en faveur du créancier garanti du constituant pour autant que la sûreté concernée demeure opposable. Cependant, eu égard à la complexité de la question, cette délégation demande maintenant à ce qu'il soit précisé dans le commentaire que la recommandation 73 est censée s'appliquer aux conflits de priorité dans lesquels des sûretés concurrentes sont octroyées par le même constituant.

38. **M. Bazinas** (Secrétariat) dit que cette question a été examinée à plusieurs reprises et que le commentaire explique déjà qu'un conflit de priorité ne se pose que lorsque des réclamants concurrents acquièrent une sûreté auprès de la même personne. Le conflit que le représentant des États-Unis vient de décrire n'étant pas un conflit de priorité au sens du projet de guide, il ne voit pas vraiment ce qui devrait être inséré dans le commentaire. Il pourrait éventuellement être fait référence aux principes généraux du droit de la propriété.

39. **M. Deschamps** (Canada) note que le terme "priorité" est défini comme suit dans le projet de guide: "le droit d'une personne de jouir des effets économiques de sa sûreté réelle mobilière par préférence à un réclamant concurrent". Il est également clair que la définition du terme "réclamant concurrent" fait référence à la concurrence entre deux personnes ou plus qui ont acquis leur droit auprès du même constituant. En outre, le chapitre relatif à la constitution d'une sûreté précise qu'une sûreté ne peut accorder au créancier garanti davantage de droits que ceux dont jouit le constituant (*nemo dat quod non habet*). Pour bien clarifier ces principes, une référence aux réclamants concurrents pourrait être insérée dans le chapeau de la recommandation 73 qui serait alors libellée comme suit: "La loi devrait prévoir que la priorité entre réclamants concurrents titulaires de sûretés réelles mobilières grevant les mêmes biens ...".

40. **M. Marca Paco** (Bolivie) dit que sa délégation s'oppose à toute modification de la recommandation 73.

41. **La Présidente** propose d'expliquer dans le commentaire que la recommandation 73 ne s'applique pas aux conflits de priorité entre créanciers garantis qui acquièrent une sûreté sur un bien auprès de constituants différents. Partant, lorsqu'un créancier garanti acquiert une sûreté sur un bien grevé auprès d'un acheteur dudit bien, il acquiert ce bien grevé de la sûreté octroyée par le vendeur, conformément au principe susmentionné: *nemo dat quod non habet*.

42. *Il en est ainsi décidé.*

*Insertion d'une nouvelle recommandation après la recommandation 79*

43. **M. Smith** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation retire sa proposition figurant dans le

document A/CN.9/XL/CRP.10 tendant à insérer une nouvelle recommandation après la recommandation 79, car cela constituerait une modification de fond. Cependant, elle propose maintenant de traiter la question dans le commentaire.

44. Si un constituant qui a grevé un bien d'une sûreté vend par la suite ce bien, la vente est soumise à la sûreté du créancier garanti. Cependant, si le créancier garanti a connaissance de la vente et a pris toutes les mesures nécessaires pour que la sûreté soit maintenue, mais continue néanmoins de prêter de l'argent de sorte que le montant total de l'obligation garantie continue d'augmenter bien que l'intégralité du crédit soit versé au constituant, certains pays estiment qu'il faudrait prévoir une limite au-delà de laquelle le bénéficiaire du transfert acquerrait le bien libre de la sûreté. Dans le projet de guide, tous les crédits futurs consentis au constituant dans de telles circonstances restent garantis par le bien grevé.

45. **M. Deschamps** (Canada) propose d'expliquer dans le commentaire que les États ont deux options. Ils peuvent soit appliquer la règle telle quelle, en vertu de laquelle l'acheteur acquerrait le bien grevé d'une sûreté qui continuerait de garantir toutes les obligations, soit opter pour la variante proposée par le représentant des États-Unis.

46. **M. Smith** (États-Unis d'Amérique) souscrit à l'idée d'expliquer ces deux options mais estime que le commentaire devrait promouvoir la règle énoncée dans le projet de guide.

47. **La Présidente** considère que la Commission est favorable à cette approche.

48. *Il en est ainsi décidé.*

*Proposition de modification de la recommandation 108*

49. **M. Smith** (États-Unis d'Amérique) dit que la recommandation 108, dans sa rédaction actuelle, exige du créancier garanti qu'il préserve non seulement le bien grevé lui-même, mais aussi sa valeur. Si le créancier peut facilement préserver un bien tel qu'une barre d'or en s'assurant qu'il ne soit pas volé, il est malaisé de déterminer clairement quelles démarches il devrait entreprendre pour en préserver la valeur si le cours de l'or chutait. La délégation des États-Unis n'est pas sûre que la Commission avait l'intention d'imposer une telle contrainte au créancier garanti et propose de supprimer les mots "et sa valeur" de la fin

de la recommandation. Elle est toutefois disposée à retirer sa proposition de modification si elle a mal interprété la règle.

50. **La Présidente** craint que cette proposition n'implique une modification de fond.

51. **M. Kohn** (Observateur de la Commercial Finance Association) dit qu'il y a de nombreuses situations où il est impossible pour un créancier garanti de préserver la valeur d'un bien. Son association estime donc que la modification proposée par les États-Unis est judicieuse en termes pratiques.

52. **M. Voulgaris** (Grèce) s'oppose à la modification, car la partie en possession n'est tenue que de prendre des "mesures raisonnables" pour préserver la valeur du bien.

53. **M. Marca Paco** (Bolivie) préfère également maintenir le libellé en l'état.

54. **M. Deschamps** (Canada) mentionne à titre d'exemple le cas d'un billet à ordre donné en gage à un créancier garanti. Dans la loi de nombreux pays, il faudra que ce billet soit présenté pour paiement à son échéance afin que le détenteur conserve sa possibilité de recours contre un endosseur. Dans sa rédaction actuelle, la recommandation 108 semble exiger de la partie qui reçoit le billet à ordre en gage de le présenter pour paiement à son échéance. Cependant, dans de nombreux pays, le créancier garanti aurait la possibilité de se protéger en prévoyant une clause de renonciation dans la convention constitutive de sûreté. En l'absence d'une telle clause, la règle supplétive devrait peut-être être celle énoncée dans la recommandation 108.

55. **M. Pendón Meléndez** (Espagne) fait observer que le terme "valeur" connaît de nombreuses nuances de sens, non seulement sur le plan économique ou en termes de rentabilité, mais aussi sur le plan juridique et social, lesquelles ont une incidence sur la notion de "préservation". Il est donc favorable au maintien de la recommandation en l'état.

56. **M. Porreca** (Italie) estime que la suppression de la référence à la valeur du bien irait à l'encontre de l'objectif de la recommandation 108.

57. **M. Schneider** (Allemagne) dit que sa délégation s'oppose fermement à toute modification. Si le bien grevé est une voiture, par exemple, et que le constituant en conserve la possession, il est évident que

celui-ci est tenu au paiement des frais d'assurance, de réparation et d'autres frais analogues.

58. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation retire sa proposition de modification mais propose de tenir compte de la discussion dans le commentaire en expliquant que la règle ne s'applique qu'aux sûretés réelles mobilières grevant des biens meubles corporels pouvant faire l'objet d'une possession.

59. **La Présidente** considère que la Commission accepte d'inclure cette explication dans le commentaire.

60. *Il en est ainsi décidé.*

*La séance est suspendue à 15 h 45. Elle est reprise à 16 h 5.*

#### *Proposition de modification de la recommandation 109*

61. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) note que la question de savoir ce qui arrive lorsqu'une obligation garantie prend fin est traitée dans les recommandations 69, 109 et 137. La recommandation 69 aborde les cas où le créancier garanti est tenu de faire radier son avis et énonce le droit reconnu au constituant à cet égard; la recommandation 109 traite de la restitution matérielle d'un bien grevé s'il se trouve en la possession du créancier garanti au moment de l'extinction de l'obligation; et la recommandation 137 prévoit les dispositions relatives à l'exécution, indiquant comment une sûreté réelle mobilière est éteinte. Dans les recommandations 69 et 109, il est simplement question d'une sûreté "éteinte du fait du paiement intégral ou pour une autre raison" et "éteinte du fait du complet paiement ou d'une autre manière". Cependant, la troisième phrase de la recommandation 137 comprend aussi l'expression suivante: "[s]i tous les engagements de crédit ont pris fin". La délégation des États-Unis propose une modification légèrement différente de celle contenue dans le document A/CN.9/XL/CRP.10, à savoir l'ajout des mots "de la manière prévue dans la dernière phrase de la recommandation 137" après le mot "éteinte" dans les recommandations 69 et 109.

62. **M. Umarji** (Inde) se dit favorable à cette proposition de modification particulièrement applicable dans le contexte de la pratique bancaire consistant à octroyer des crédits permanents.

63. **M. Riffard** (France) ne s'oppose aucunement au contenu de la modification, mais dit que sa délégation préférerait modifier la recommandation 109 pour qu'elle soit libellée comme suit:

“Le créancier garanti doit restituer un bien grevé en sa possession si, tous les engagements de crédit ayant pris fin, la sûreté réelle mobilière est éteinte du fait du complet paiement ou d'une autre manière.”

64. **M. Deschamps** (Canada) dit que sa délégation est disposée à soutenir l'une ou l'autre modification.

65. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) indique que la modification proposée par le représentant de la France serait acceptable pour sa délégation à condition que la recommandation 69 soit également alignée sur la recommandation 137.

66. **La Présidente** dit qu'en l'absence d'objection, elle considérera que la Commission accepte d'adopter la modification proposée par le représentant de la France et de laisser au Secrétariat le soin d'assurer la cohérence entre ces trois recommandations.

67. *Il en est ainsi décidé.*

*Proposition de modification de la recommandation 124 b)*

68. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que la proposition de modification de la recommandation 124 b) a pour objet de préciser, dans la version anglaise, que les mots “acquired from the transferor” désignent la sûreté et non les droits du bénéficiaire du transfert. Sa délégation propose donc de parler de la sûreté “constituée par l'auteur du transfert”.

69. **M. Ginting** (Indonésie) se dit favorable à la modification proposée. Cependant, pour éviter toute erreur d'interprétation, il propose de restructurer comme suit la deuxième partie de la phrase: “le droit de recevoir le produit constitué par l'auteur du transfert ou par tout auteur d'un transfert antérieur en vertu de l'engagement de garantie indépendant”.

70. **La Présidente** signale que le projet de guide définit dans la section “Terminologie” le terme figurant dans la version initiale de cet alinéa: “produit d'un engagement de garantie indépendant”. Elle considère que la Commission souhaite adopter la modification proposée par la délégation des États-Unis.

71. *La modification proposée pour la recommandation 124 b) est adoptée.*

*Proposition de modification de la recommandation 156*

72. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation retire sa proposition figurant dans le document A/CN.9/XL/CRP.10 tendant à supprimer la recommandation 156, mais demeure préoccupée par les implications de cette recommandation. Les recommandations 153 à 155 décrivent le processus par lequel un créancier garanti propose d'acquérir les biens à titre d'exécution d'une obligation garantie. En outre, la recommandation 156 donne au constituant la possibilité de proposer au créancier garanti d'exercer cette voie de droit. Si le créancier garanti accepte, il est tenu de procéder comme prévu dans les recommandations 154 et 155. Cependant, on ne sait pas très bien si le constituant est, quant à lui, sous l'obligation de ne pas s'opposer aux conditions établies. M. Sigman propose d'énoncer clairement dans le commentaire les conséquences de la disposition prévue dans la recommandation 156.

73. **M. Bazinas** (Secrétariat) dit que le commentaire a été rédigé selon l'interprétation suivante: une fois que le constituant a demandé au créancier garanti de faire une proposition, ce dernier est tenu, en vertu de la recommandation 154, d'aviser toutes les parties mentionnées dans cette recommandation et, en vertu de la recommandation 155, tout destinataire de la proposition est en droit de s'opposer à cette proposition.

74. **M. Umarji** (Inde) estime que cette interprétation du Secrétariat est correcte. La seule question en suspens est de savoir si le constituant, ayant officiellement fait une proposition, peut par la suite la retirer.

75. **M. Bazinas** (Secrétariat) estime que le constituant serait en droit de s'opposer aux conditions du créancier garanti si elles n'étaient pas raisonnables.

76. **M. Macdonald** (Canada) dit que cette question a été soulevée lorsque la recommandation 156 a été adoptée au cours de la première partie de la session. Selon lui, cette disposition a pour seul objet de permettre au constituant de prendre l'initiative. Il soutient la proposition de la délégation des États-Unis tendant à élucider les implications de la disposition dans le commentaire.

77. **La Présidente** considère que la Commission accepte de charger le Secrétariat de clarifier la situation dans le commentaire.

78. *Il en est ainsi décidé.*

*Proposition de modification de la recommandation 165*

79. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que la modification que sa délégation propose d'apporter à la recommandation 165 vise à en aligner le libellé avec la définition du terme "cession" figurant dans la section "Terminologie", laquelle fait d'abord référence à la constitution par cession d'une sûreté réelle mobilière sur une créance et indique ensuite que le terme englobe aussi les transferts purs et simples de créances pour plus de commodité. La recommandation 165, dans sa rédaction actuelle, fait référence dans la première phrase à une "créance cédée par un transfert pur et simple" et dans la deuxième phrase à une "créance cédée à titre de garantie" sans qu'il ne soit question de sûreté. La délégation des États-Unis propose de remplacer ce segment de la deuxième phrase par les mots suivants: "créance cédée autrement que par un transfert pur et simple", même si, compte tenu de la définition, il aurait peut-être été plus approprié d'introduire une référence à une sûreté réelle mobilière.

80. **La Présidente** dit qu'en l'absence d'objection, elle considérera que la Commission approuve la modification proposée par la délégation des États-Unis.

81. *La modification proposée pour la recommandation 165 est adoptée.*

*Proposition de modification de la recommandation 187*

82. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que la modification que sa délégation propose d'apporter à la recommandation 187 a pour objet de préciser qu'une sûreté réelle mobilière ne "grève" pas un bien à la hauteur de la valeur du bien. Il faudrait modifier le début de la deuxième phrase pour qu'elle soit libellée comme suit: "Le montant maximum qui peut être tiré de la réalisation de la sûreté est la valeur ...".

83. **La Présidente** dit qu'en l'absence d'objection, elle considérera que la Commission approuve la modification proposée par la délégation des États-Unis. Elle prie le Secrétariat de rechercher dans le projet de guide toutes autres références à une sûreté réelle

mobilière qui "grève" un bien et d'apporter les modifications nécessaires dans un souci de cohérence.

84. *La modification proposée pour la recommandation 187 est adoptée.*

*Modification proposée pour la recommandation 188*

85. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) appelle l'attention sur un écart entre la recommandation 186 qui emploie la formule suivante "a été conclu ou constaté par un écrit" et la recommandation 188, qui n'emploie que les mots suivants: "soit constaté conformément à la recommandation 186". Sa délégation propose de reprendre la formule de la recommandation 186 dans la recommandation 188.

86. **M. Macdonald** (Canada) signale que la recommandation 15 emploie la même formule que la recommandation 186.

87. **La Présidente** fait remarquer que dans les recommandations 15 et 186 il est question d'un accord alors que la recommandation 188 fait référence à un droit.

88. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) retire la proposition de sa délégation.

*Proposition de modification de la recommandation 204*

89. **M. Sigman** (États-Unis d'Amérique) dit que la proposition de sa délégation tendant à restructurer la recommandation 204 a pour simple objet de préciser que la disposition déplacée: "à condition que ce bien parvienne dans l'État de sa destination finale dans un délai de [un délai bref à spécifier] jours à compter de la date de la constitution de la sûreté" ne concerne que la deuxième option.

90. **M. Deschamps** (Canada) se dit favorable à la modification proposée.

91. **La Présidente** dit qu'en l'absence d'objection, elle considérera que la Commission approuve la modification proposée par la délégation des États-Unis.

92. *La modification proposée pour la recommandation 204 est adoptée.*

93. **La Présidente** note que la Commission achève ainsi son examen du document A/CN.9/XL/CRP.10 contenant des modifications proposées par la délégation des États-Unis.



94. **M. Riffard** (France) propose de charger le Secrétariat de revoir le projet de guide dans son ensemble afin d'en supprimer toutes redondances et de le rendre aussi concis et lisible que possible.

95. **M. Macdonald** (Canada) soutient cette proposition, notant que les redondances se trouvent principalement dans les paragraphes introductifs et ne concernent pas des questions de fond.

96. **M. Schöfisch** (Allemagne) estime qu'il pourrait être difficile pour le Secrétariat de déterminer avec certitude si ses modifications sont strictement rédactionnelles et sans incidence sur le fond.

97. **La Présidente** propose au Secrétariat de privilégier la prudence.

98. **M. Sekolec** (Secrétaire de la Commission) rassure la Commission en lui indiquant que les orientations que le Secrétariat a reçues suffisent pour lui permettre de s'acquitter de sa tâche de révision en toute confiance.

*Recommandation 205: Proposition de l'observateur de la Commission européenne*

99. **La Présidente** invite l'observateur de la Commission européenne à présenter sa proposition concernant la recommandation 205. Elle lui demande cependant de garder à l'esprit que la majorité des participants ne sont pas membres de l'Union européenne.

100. **M. Wezenbeek** (Observateur de la Commission européenne) dit que le chapitre XII du projet de guide concernant les conflits de lois pose problème à l'Union européenne, en particulier dans le contexte de sa proposition de règlement sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I). Selon lui, la question n'est pas strictement européenne car il y a des implications potentielles pour l'industrie mondiale. La Commission européenne ne propose pas de modifier la recommandation 205 puisqu'elle a déjà été adoptée, mais de distribuer un texte faisant référence aux différentes possibilités dont l'industrie dispose et fait usage. La loi du lieu de la demande principale, par exemple, n'est pas mentionnée dans le commentaire du chapitre XII, bien qu'elle soit déjà appliquée avec succès, en particulier dans le secteur de la titrisation. Il serait dommage, également pour les pays en développement, que le projet de guide ne fasse pas mention de ces nouvelles possibilités.

101. **M. Burman** (États-Unis d'Amérique) dit que des consultations informelles ont commencé concernant le texte mentionné par l'observateur de la Commission européenne. Sa délégation serait très réticente à développer le contenu de la recommandation 205, mais ne s'opposerait pas à l'inclusion dans le commentaire du chapitre XII de références pertinentes aux questions soulevées.

*La séance est levée à 17 heures.*